

La Huerta de Valencia : quel avenir ?

Roland Courtot

Aix-Marseille Université

Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme

Aix-en-Provence

Version française inédite d'un texte publié en Espagnol:

« La huerta de Valencia ¿Qué porvenir? », in *La Huerta de Valencia, Un paisaje cultural con futuro incierto*, Joan Romero, Miquel Francés (eds.), p.23-31, Publicaciones de la Universitat de Valencia, 2012

La huerta de Valencia est une vieille connaissance pour moi, car je l'ai traversée pour la première fois à l'été 1966, sur le chemin de Benidorm, où j'allais suivre un cours d'été de l'Université de Valence : assistant de géographie à la Faculté des Lettres de l'Université d'Aix-Marseille, j'avais l'intention de faire une recherche de thèse de géographie en Espagne, et pour cela je devais rapidement apprendre une langue dont j'ignorais tout jusque là. Je suis revenu au printemps suivant avec un sujet de recherche défini entre temps : « Villes et campagnes dans les régions irriguées des provinces de Valence et Castellón », pour rencontrer les géographes valenciens, en l'occurrence ceux du département de géographie de l'Université (alors située dans l'édifice historique de la calle de la Nave), dont le directeur était don Antonio Lopez Gomez, assisté de deux collègues. La huerta du Turia n'était donc qu'une partie de mon terrain de thèse, car le système de rapports ville-campagne que je voulais étudier était alors essentiellement développé dans l'immense verger d'agrumes qui couvrait depuis le XIX^e siècle et la première moitié du XX^e la plaine littorale depuis l'Ebre jusqu'au cap de la Nao: j'ai pu y constater la mise en place d'un système socio-spatial entre ville et campagne qui avait beaucoup de points communs avec celui que le géographe Raymond Dugrand, dont j'avais suivi l'enseignement à Montpellier, avait décrit pour le vignoble de masse et les villes du Bas Languedoc. Si j'ai donc fait beaucoup de recherches de terrain dans les cadastres et les communautés d'irrigants des régions agrumicoles des deux provinces, je n'en ai pas fait autant pour la huerta, sauf dans les communautés d'irrigants de la partie nord, c'est-à-dire de la rive gauche du Turia, car en même temps que moi un jeune géographe valencien commençait une thèse sur la huerta sud, qu'il allait soutenir brillamment (Burriel, 1971). Il n'en reste pas moins que la huerta était bien inscrite dans mon terrain, comme la riziculture de l'Albufera et du Bas Jucar, et que j'ai suivi son histoire et son évolution pendant tout le temps de mes recherches, jusqu'en 1986 et jusqu'à aujourd'hui. J'ai donc connu le *trenet* de Rafelbunol et le *tranvía* de la Malvarrosa (dont les wagons étaient parfois envahis par les papillons éphémères lorsqu'ils traversaient les terrains de la acequia les soirs d'automne), les tartanes des *huertanos*, et sur les trottoirs de la ville les glacières en forme de tonneaux bardés de liège et de fer des marchandes d'horchata pendant les journées chaudes de l'été. Cette vision extérieure, étrangère, d'un espace qui allait me devenir très familier au cours des années est peut-être moins aiguës que celle des géographes valenciens qui, depuis le magistère d'Antonio Lopez Gomez, n'ont cessé de parcourir et d'étudier « leur » huerta, et d'enrichir sa connaissance de nombreux écrits : ils ont été accompagnés dans cette tâche par les représentants d'autres disciplines, historiens, économistes, agronomes, urbanistes, économistes..., et on n'a jamais été autant informés sur cet espace que depuis qu'il se rétrécit inexorablement sous nos yeux. La question de la survie de la huerta n'est pas nouvelle à Valencia, mais il devient de plus en plus urgent d'y trouver des réponses : un nouveau plan d'action territoriale de la huerta a été lancé par la Généralité Valencienne, mais c'est le

troisième en date , puisqu'il succède aux propositions du PGOU (Plan general de ordenación urbana, équivalent du POS/PLU) de 1986 et à celles du « Plan vert de la ville de Valence » de 1992 qui ont obtenu peu de résultats dans les trente dernières années.

1. La huerta de Valencia, un « système » socio-spatial emblématique.

La question de la disparition éventuelle de la huerta périurbaine à Valence est un cas particulier du fait de géographie urbaine des « banlieues maraîchères ». En Méditerranée nord-occidentale, celles-ci ont connu un développement plus considérable et une histoire beaucoup plus longue que celles des villes des régions plus septentrionales : sur des réseaux d'irrigation anciens et complexes, dans un cadre climatique qui favorisait des cultures de primeurs, a été développé un système sociétal original fondé essentiellement sur les liens entre la ville et sa campagne, et créateur d'un paysage qui est à la fois un espace de production et un réservoir d'images mémorielles. De sorte que les ceintures maraîchères ont été colonisées/remplacées par des formes d'agriculture « industrielle » sous serres dans les villes de l'Europe moyenne et du nord, tandis qu'elles subsistaient aux portes des villes de l'Espagne méditerranéenne : Barcelone, Valence, Murcie... La question est d'autant plus intéressante que la huerta valencienne est à la fois celle qui s'est constituée une place à part dans le système spatiale de l'aire métropolitaine et qui a conservé un rôle considérable dans l'inconscient collectif de la population : ces faits sont à la fois causes et conséquences de ce qu'elle occupe encore aujourd'hui des espaces agricoles étendus, sinon « aux porte de la ville » comme autrefois, du moins à des distances faibles inconnues ailleurs.

On ne peut en effet laisser cet espace géographique être recouvert par l'urbanisation qui ne cesse de s'étendre autour de la troisième ville d'Espagne, car il ne s'agit pas simplement d'un problème de sol à urbaniser ou à ne pas urbaniser, mais du devenir d'un « territoire », c'est-à-dire d'un ensemble de lieux où la société et son espace se sont combiné en un « système sociétal » localisé fondé sur une agriculture irriguée aux portes d'une grande ville. Cet ensemble a été et est toujours générateur de suffisamment de valeurs ajoutées pour qu'on considère avec attention son devenir. Valeur ajoutée économique, à laquelle on pense toujours en premier : celle des emplois agricoles et des productions légumières et fruitières qui engendrent d'autres emplois et d'autres valeurs ajoutées dans les services, le commerce et l'industrie agro-alimentaire. Mais aussi valeur environnementale de ce paysage où les logiques de la nature et de la biodiversité proposent aux citoyens un espace ouvert de détente et un cadre de loisir. Enfin valeur ajoutée pour l'inconscient individuel et collectif par la constitution d'une mémoire visuelle et sensorielle à travers des représentations qui constituent un élément identitaire fort pour les Valenciens. Les géographes français, Jean Brunhes, Paul Vidal de la Blache, qui ont visité la côte méditerranéenne de l'Espagne bien après des voyageurs érudits comme Laborde et Jaubert de Passa, ont introduit la huerta dans la gamme des paysages agraires méditerranéens en référence aux huertas de ce pays : mieux, Jean Brunhes a inscrit dans sa thèse la huerta de Valence comme un modèle de l'organisation hydraulique et économique et comme base de comparaison pour sa typologie des espaces irrigués de la Péninsule ibérique et de l'Afrique du nord (Brunhes, 1902, p.67). On peut dire que la huerta de Valencia est au point de départ de l'invention de ce type de paysage agraire, et qu'à ce titre il mérite une attention particulière. Mais il présente des caractères géographiques aussi très particuliers, qui viennent compliquer la question de sa survie.

2. La huerta agricole dans l'espace de sa comarca

Pour la huerta, les liens entre la ville et la campagne ont changé de signification à cause de la pression urbaine qui s'est exercée sur ses parcelles de plus en plus fortement avec

l'accélération de la croissance de la ville dans la seconde moitié du XX^e siècle. Les anciens *colonos*, fermiers de propriétaires souvent citadins liés par des *arrendamientos historicos* (*baux emfitéotiques*), ont été en partie expulsés des terres qu'ils exploitaient par la hausse de leur prix sur le marché foncier, liée aux nouveaux besoins de sols urbanisables, c'est-à-dire destinés à accueillir habitations, réseaux de transport, zones d'activités, équipements urbains. Ce processus a été décrit par de nombreux auteurs valenciens et je n'y reviendrai ici : il faut toutefois rappeler que la position géographique des terres de la huerta en a fait un espace particulièrement exposé et menacé par la transformation en un siècle d'une agglomération d'un demi million d'habitants en une aire métropolitaine de presque 1,8 million. En outre, la transformation de la ville de Valence en une capitale de communauté autonome, grande ville industrielle et de services, et de sa région urbaine en une aire métropolitaine a provoqué une série de mutations spatiales où les besoins de l'économie et de la planification du développement (*desarollismo*) ont entraîné l'occupation des sols agricoles par l'habitat, les infrastructures de transports, industrielles et de commerce. Or cette urbanisation a été réalisée dans un cadre géographique particulier, celui de la huerta historique des *siete acequias* : celle-ci dessine en gros un grand triangle ouvert en éventail vers la mer à partir d'un sommet qui se situe sur le Turia à l'amont de la ville, à l'endroit des prises d'eau des canaux d'irrigation. Et c'est dans ce triangle irrigué que la ville, l'agglomération, l'aire métropolitaine, ont été développées selon l'organisation radio-concentrique classique de la géographie urbaine : axes rayonnant et rocade en sont donc les linéaments principaux et leur impact dans la huerta est lourd d'explications.

a. Une huerta « encerclée »

Une grande partie de la huerta, en particulier au sud et à l'ouest, a été prise en étau entre la croissance de la ville et celle des agglomérations périphériques. Les anciennes communes agricoles et rurales installées au contact entre les collines du secano et le regadio des sept (plus une) acequias, formaient jusqu'au milieu du XX^e siècle un collier de pôles ruraux, à quelques kms des anciennes limites de la ville, depuis Alfafar au sud jusqu'à Meliana au nord, en passant par Torrent, Manises, Paterna et Moncada. Déjà décrites par Lopez Gomez en 1962 comme des *conruraciones* (López Gómez, 1962), ces satellites de la ville par leur population et leurs activités ont connu dans la seconde moitié du XX^e siècle, comme toutes les « banlieues » des grandes villes, une croissance beaucoup plus rapide que la ville centre, et leurs espaces urbanisés coalescents forment aujourd'hui une couronne à peu près continue de Sedavi au sud à Meliana au nord.

b. Une huerta « découpée »

En outre, cet espace a été découpé en tranches comme un gâteau par les principaux axes de communication qui rayonnent autour de la ville centre : les routes nationales (vers Barcelone, Madrid et Alicante) sont les premiers axes rayonnant de cette urbanisation périphérique, mais ils ont été relayés par les routes secondaires (vers Liria et vers Torrent) puis par les voies express et les autoroutes. Celles-ci ont été tracées le plus souvent de façon parallèle aux routes principales existantes, donc dans les terrains agricoles de la huerta ou même des anciens marécages et des rizières (la *pista* de Silla vers le sud, la *pista* de Barcelone vers le nord) : ces nouvelles voies de communication ont provoqué l'implantation de nouvelles zones d'activité (commerce, industrie), non planifiées (*pista* de Silla), puis planifiées (*zona de pista* de Barcelone), lesquelles ont consommé en grande quantité un surcroît de terrains agricoles.

Enfin, pour que le modèle radioconcentrique cher aux géographes urbains soit complet, il faut considérer le comportement des ceintures routières successives de l'agglomération : elles sont au rendez-vous. Le *primer cinturón* des années 1950-60 est aujourd'hui intra-urbain complètement intégré dans la ville et le second, tracé lors de la croissance urbaine des années

a été dépassé par les nouvelles rocade (*autovias*) qui, tant au sud qu'au nord de la ville, accompagnent avec un certain retard la coalescence des anciennes communes rurales.

La grande rocade de l'autoroute de la Méditerranée, qui n'est jamais à moins de 10 km du centre de la ville, contourne toute la huerta et l'agglomération par l'ouest sans toucher aux terres agricoles qui nous intéressent ici ; le plan de restructuration des tracés ferroviaires par contre a été un gros « consommateur » de terres agricoles, ce que poursuit actuellement l'établissement des lignes à grande vitesse vers Alicante et Madrid pour ce qui est la huerta sud entre les communes de Picaña, Torrent, Alacuas et Valencia. España

c. Une huerta « sacrifiée » :

Deux spécificités valenciennes sont venues renforcer les effets de la croissance urbaine radioconcentrique ainsi décrite :

- le plan Sur, qui a détourné le Turia de son cours intra urbain pour éviter les inondations catastrophiques : projeté et mis en œuvre entre 1961 et 1969, il a créé ainsi un nouveau cours au travers de la huerta Sud. Celui-ci a entraîné une restructuration complète des liaisons routières et ferroviaires de toute la partie méridionale de l'aire métropolitaine, mais a introduit aussi une nouvelle « barrière » autour de la moitié sud de la ville, à moins de 4 km de la place de la Mairie : elle allait livrer rapidement des terrains agricoles encore plus « encerclés » à l'urbanisation, ce que la municipalité valencienne n'a pas tardé à faire.

- le développement du port de Valencia, devenu le troisième port espagnol en tonnage de marchandises (et le second pour le trafic des conteneurs) : c'est par un glissement progressif vers le sud que les autorités portuaires ont résolu leur problème de besoin croissant en terrains logistiques pour accompagner la croissance du trafic. Les autorisations concédées là encore par la municipalité valencienne ont conduit à la disparition d'une grande partie de la huerta de la Punta, coincée entre la ville, le port, l'ancien et le nouveau cours du Turia.

On peut donc dire, sans proférer un jugement de valeur, que depuis un demi-siècle, les terres de la huerta ont été systématiquement sacrifiées au bénéfice de la croissance urbaine, et que le bilan est lourd : il suffit de consulter les photographies aériennes sur les grands sites internet (google, microsoft, Iberpix) pour se rendre compte que la huerta a pratiquement disparu au sud jusqu'au nouveau cours du Turia, et que seule la zone nord offre encore des ensembles cultivés d'une taille suffisante, avec une « masse critique » assez lourde, pour espérer leur maintien aux portes de la ville, pour former un espace qu'on pourra continuer d'appeler encore « huerta de Valencia ».

3. Les enjeux de la conservation de la Huerta

Il y a plus d'un demi siècle, un géographe espagnol, Antonio Lopez Gomez s'étonnait que la ville de Valence s'étale sur des terres parmi les plus fertiles et les plus productives d'Espagne, qu'elle réduise ainsi progressivement un système agricole qui lui fournissait directement des biens de consommation alimentaire et dont le fonctionnement était économiquement et socialement lié à elle-même. La théorie générale des systèmes (dont les géographes ont fait leur miel lors de la révolution quantitative de leur discipline) nous apprend que ce paradoxe apparent n'est que la traduction de la compétition pour l'espace entre un système dominant, la ville, et un système dominé, sa huerta périurbaine. L'expansion de la ville dans l'économie industrielle puis post industrielle a donc joué contre la huerta qui ceinturait directement les anciens remparts de Valencia.

En outre, l'agriculture de la huerta reposait en grande partie sur des relations socio-économiques quasi-verticales entre la population et son espace naturel et humanisé : les

échanges qu'il induisait se faisaient à courte distance, de la campagne vers la ville, même si la première révolution des transports, celle du chemin de fer, avait permis le développement des exportations sur le marché national et international des produits de la huerta. Or le phénomène d'élargissement continu des relations économiques au cours de l'évolution de la société industrielle a conduit à la dévalorisation des productions agricoles locales dans un marché de plus en plus internationalisé, en même temps que la croissance de la société urbaine et de l'économie industrialisée puis tertiaisée (et même aujourd'hui financiarisée), a entraîné une concurrence sans cesse accrue sur les sols urbanisables en périphérie des grandes métropoles. Avant de chercher des réponses au problème du maintien d'une huerta périurbaine, une première question est à poser face à cette double pression foncière, celle des autorités municipales qui veulent favoriser le développement spatial de leur ville, et celles des acteurs économiques qui veulent créer de nouvelles formes urbaines d'occupation du sol : que veut on conserver, donc protéger ? ou même redévelopper ?

S'agit-il d'un « paysage » ? d'un simple ensemble de parcelles agricoles et d'habitats ? Auquel cas il serait comme un « musée » de la huerta, une image patrimoniale qui n'aurait plus de sens véritable ni de relation forte entre le paysage et la société qui l'occuperait : comme la transformation déjà largement engagée de la palmeraie de Elche en un grand « jardin public ». Cette situation pourrait concerner la partie sud de la huerta, sur le territoire de la commune de Valence, en particulier dans ce qui reste des anciens périmètres des acequias de Rovella et du canal du Turia entre la ville et le nouveau cours du fleuve : au contact du front de l'urbanisation, des agriculteurs continuent à pratiquer une agriculture maraîchère moyennement intensive, dans un paysage traditionnel, mais à quelques mètres des rues, des trottoirs et des lampadaires de la ville. C'est une forme d'agriculture en position de faiblesse, de recul, dont l'avenir est lourdement hypothéqué. Sa muséification pourrait être réalisée en certains points par une municipalité qui planifierait une protection absolue des sols (allant jusqu'à leur propriété publique) et le maintien d'agriculteurs « jardiniers du paysage » dans un « musée de la huerta », fréquenté par les touristes et les enfants des écoles (comme l'est aujourd'hui le tribunal de las Aguas). Mais les aménagements récents et actuels du réseau ferroviaire (ligne à grande vitesse), des terrains portuaires, des nouveaux services urbains (hôpital) et de quartiers d'habitation transforment cet espace en lambeaux de huerta et rendent de plus en plus aléatoire même cette perspective à plus ou moins court terme. En outre, peut-on séparer le « paysage » du système sociétal qui l'a construit et qui lui donne son sens ? Dans ce cas, il s'agit-il d'un espace rural qui serait à la fois un paysage et le support d'un système socio-économique spatialisé capable de conserver son organisation propre, ses dynamiques propres, et de continuer à s'intégrer dans le metasystème de l'aire métropolitaine à l'intérieur duquel il est contenu, c'est-à-dire condamné à vivre. L'enjeu est alors différent.

Ce second cas est plus difficile à évaluer et à mettre en œuvre car il faut considérer un certain nombre de présupposés :

- la huerta ne peut pas subsister dans le cadre des règles de l'économie capitaliste non contrainte pour plusieurs raisons :

- * la valeur vénale du sol cultivable ne peut concurrencer la valeur du sol urbain (quelle que soit la destination de ce dernier).

- * l'agriculture périurbaine valencienne est concurrencée dans ses productions par les huertas plus méridionales (nationales ou étrangères), qui bénéficient de rentes de situation climatique et de coûts de production techniques (main d'œuvre) plus faibles, et qui sont privilégiées par l'évolution des systèmes de transport et de grande distribution des produits agro-alimentaires.

- * l'environnement urbain est défavorable aux produits cultivés localement par les pollutions de l'atmosphère, de l'eau et des sols, alors qu'un des moyens aux mains des agriculteurs de

lutter contre les concurrences extérieures serait de s'orienter vers des productions locales garanties par des labels de qualité (agriculture biologique, dénominations d'origine, IGP, etc.) : il s'agit de rétablir ou de maintenir des relations économiques de proximité entre la campagne et la ville, à l'inverse de la tendance dominante depuis un demi siècle.

- Il faut donc envisager un contrepoids politique, juridique et économique fort pour le maintien d'une activité économique rentable, base obligée du maintien d'un système de la huerta :

* en premier lieu une volonté politique et sociale, qui s'exprimerait par un consensus de l'électorat communal. Dans le cas de la huerta de Valencia, ce consensus devrait même être pluri-communal, puisque celle-ci s'étale sur au moins 43 communes (selon la délimitation actuelle de la comarca). Ceci renvoie à l'existence, donc à la création, d'un organisme politique démocratique chargé de la gouvernance de l'aire métropolitaine. Elle s'exprimerait aussi par une planification territoriale rigoureuse : dans les PGOU, une protection juridique foncière devrait alors interdire toute urbanisation et mettrait les terres agricoles à l'écart de la spéculation immobilière. Cette politique pourrait aller jusqu'à l'appropriation publique du sol, et à l'installation de nouveaux colons en cas de non reprise familiale ou de vente des exploitations.

* un soutien économique aux agriculteurs, susceptibles de continuer à former un groupe social d'entrepreneurs capables de s'organiser de façon plus collective. Jusqu'ici les expériences diverses allant dans ce sens dans d'autres villes de la Méditerranée septentrionale concernant cette agriculture périurbaine présentent des points communs : développement de produits de qualité, bénéficiant de labels de « terroirs », mises en marché dans les espaces urbains environnant, par des groupements de producteurs utilisant des moyens techniques et des infrastructures de type coopératif. Eventuellement aides au financement et subventions de ces dynamiques nouvelles, si besoin est. La politique agricole commune européenne a pendant longtemps soutenu la croissance de la production agricole plus que la permanence des sociétés agricoles. Cette situation a changé avec les nouvelles orientations de cette politique vers le maintien des agriculteurs à la terre et le soutien des exploitants, garants d'une certaine permanence des paysages agraires, dont le rôle dans l'environnement naturel (terroirs) et social (aménités et mémoire) est maintenant reconnu.

* une vision spatiale de la mise en œuvre de ces politiques adaptés au cas de la huerta valencienne : l'éclatement de la huerta en une mosaïque de « morceaux » de taille différente, en particulier au sud de la ville, conduit à envisager de concentrer les efforts politiques et financiers sur les zones les plus vastes et les plus à même de servir de base au maintien d'un système agricole vraiment spatialisé, c'est-à-dire ancré dans un espace dont la fonction agricole soit assurée pour longtemps. Là encore l'analyse des systèmes spatiaux nous apprend que tout territoire est organisé avec des pôles, des centres et des périphéries : dans l'espace de la huerta, cela se traduit aujourd'hui par des « cœurs » où le paysage historique est le mieux conservé, l'habitat encore occupé, les parcelles les mieux « travaillées », les exploitations agricoles les mieux gérées, et par des marges (qui sont aussi les marges de la ville) où les jardins sont barricadés par peur du vol des récoltes et les habitats ruinés. Il faudra donc envisager des « traitements » de planification territoriale adaptés à la réalité du contact ville-campagne : les « cœurs » de huerta seront toujours séparés des espaces urbanisés par des zones « périphériques » où la transition vers la ville pourrait se faire de façon progressive, car dans les contacts « brutaux » avec le « front » de l'urbanisation la « campagne » est trop souvent perdante.

Conclusion

Si nous considérons de façon plus générale le thème de l'agriculture périurbaine, nous pouvons considérer que la façon d'envisager les rapports entre la ville et sa campagne immédiate ont changé dans le demi-siècle qui nous précède : la remise en cause de l'urbanisation généralisée, l'apparition du concept de « ville durable », la prise de conscience des complémentarités de la ville et de sa campagne dans un monde de plus en plus artificialisé ont conduit à la mise en place de nouvelles formules et de nouvelles politiques qui ont pour but de conserver des agricultures périurbaines (que certains qualifient même d' « urbaines ») pour bien montrer leur degré d'intégration dans des espaces identifiés comme « urbains ». Les exemples commencent à être nombreux dans les aires métropolitaines des pays européens, où une association (« Terres en ville ») profite du soutien de l'Union européenne pour développer et confronter les initiatives qui vont dans ce sens : par exemple, dans l'aire métropolitaine de Marseille les « Jardins d'Aubagne », dans celle de Barcelone, le « parc agraire du Bas Llobregat ». Même si ces initiatives n'ont pas toujours les résultats escomptés, il faut penser que le maintien de l'agriculture aux portes de la ville est une œuvre de longue haleine, mais que le moment est peut-être arrivé, dans la situation de crise financière généralisée que connaît l'économie européenne, de modifier nos modèles de développement et d'urbanisation.

C'est à l'aune de ces présupposés et de ces possibilités qu'il faut juger la situation actuelle de la huerta de Valencia : et cela est du ressort des Valenciens eux-mêmes. Les arguments économiques, sociaux, paysagers, écologiques, mémoriels sont suffisamment connus pour que toutes les parties prenantes de cette question d'aménagement rural et urbain soient à même de se prononcer. A l'heure où la société post-industrielle dans laquelle nous vivons montre les limites économiques et écologiques de son développement mal contrôlé, que certaines villes des Etats-Unis d'Amérique voient leurs espaces se défaire et leur superficie construite décroître, où on peut même parler de « ruralisation », ils peuvent se demander s'il n'est pas enfin temps de reconsidérer les données de ce problème. Existe-t-il une majorité de Valenciens pour vouloir conserver une huerta aux portes de leur ville ? Existe-t-il encore suffisamment d'agriculteurs valenciens *huertanos* pour constituer un groupe social assez nombreux et décidé pour continuer à envisager son existence et son activité aux portes de la ville ? Voilà des questions auxquelles les Valenciens doivent maintenant répondre. Il y a même urgence à le faire, car les scénarios envisageables pour l'avenir de la huerta ne sont pas nombreux. Celui qui doit être évité est celui de la poursuite des tendances actuelles, primauté à l'urbanisation et diminution de la rentabilité des exploitations agricoles, car il entraîne à terme la quasi disparition de la huerta et de son paysage historique. Les agriculteurs, pour maintenir leur activité, se tournent vers l'extensification (extension des agrumes) ou vers l'intensification (extension de la culture sous serre) et l'activité agricole est progressivement rejetée vers les périphéries de la Huerta. Le développement contemporain des cultures sous serres sur l'arenal du Perello et du Perellonet est une illustration de ce dernier phénomène : la « ceinture maraîchère » de Valencia est repoussée hors de la Huerta et change de finalité économique puisqu'elle alimente le marché international plus que la consommation locale. Faudra-t-il, un jour, aller à la Estación del Norte de Valencia pour admirer les mosaïques d'un paysage alors disparu ?

Bibliographie

Brunhes J. (1902), *L'irrigation. Ses conditions géographiques. Ses modes et son organisation dans les zones arides et désertiques de l'Espagne et du Nord de l'Afrique*, C. Naud, Paris, 518p.

Burriel E. (1971), *La huerta de Valencia, zona sur: estudio de geografía agraria*, Ed. Institució Alfons el Magnànim (València)

Courtot R. (2004), « Un voyage de Paul Vidal de la Blache en Espagne dans la huerta de Valence (1906) », in *Historia, clima y paisaje (estudios geograficos en memoria del profesor Antonio Lopez Gomez)*, Universitat de Valencia y Alicante, Universidad autónoma de Madrid, p.449-455.

Durbiano Cl. (1997), *Le Comtat et ses marges, crises et mutations d'une région agricole méditerranéenne*, Publications de l'Université de Provence, 217 p.

López Gómez A. (1962), "Conurbaciones agrarias de la Huerta de Valencia". En *Saitabi*, t.XII, p. 231-237.